

SV → SV  
GG  
AB  
MG

MONTÉLIMAR AGGLOMÉRATION  
Arrivée le  
20 OCT. 2017

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne-Rhône-Alpes

Service Eau Hydroélectricité et Nature

Villeurbanne, le 16 OCT. 2017

Affaire suivie par : Pierre BOURNIGAUD /VJE  
Pôle Police de l'Eau et Hydroélectricité  
Tél. : 04 72 44 12 56  
Télécopie : 04 72 44 12 57  
Courriel : pierre.bournigaud@developpement-durable.gouv.fr  
n° d'enregistrement : SEHN-17-PPEH-1172-PB

Monsieur le président,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, à titre de notification, l'arrêté préfectoral portant les prescriptions spécifiques à la déclaration N° 26-2017-00154 déposée le 25 août 2017 au guichet unique de l'eau, au titre de l'article L.214-3 du Code de l'environnement, relative à la requalification de la base éducative, sportive et de loisirs de Montélimar.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président, l'expression de mes cordiales salutations.

Pour le Préfet et par délégation  
La responsable du Pôle Police de l'Eau et  
Hydroélectricité

  
Emmanuelle ISSARTEL

Monsieur le président  
Montélimar-Agglomération  
1 Avenue Saint Martin  
26200 Montélimar

Copie : DDT 26 – Guichet unique de l'eau





## PRÉFET DE LA DRÔME

### **Arrêté préfectoral n° 26-2017-10-16-001 portant prescriptions spécifiques à déclaration en application de l'article L.214-3 du Code de l'environnement et relatif à l'aménagement de la base de loisirs de Montélimar**

Le Préfet de la Drôme  
Chevalier de la légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L211-1, L214-1 à L214-6 et R214-32 et suivants ;

Vu l'arrêté du 9 août 2006 relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins, estuariens ou extraits de cours d'eau ou canaux relevant respectivement des rubriques 2.2.3.0, 4.1.3.0 et 3.2.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée 2016-2021 approuvé le 3 décembre 2015 par le Préfet coordonnateur de bassin ;

Vu les recommandations relatives aux travaux et opérations impliquant des sédiments aquatiques potentiellement contaminés (septembre 2013) du bassin Rhône-Méditerranée ;

Vu le dossier de déclaration relatif à la requalification de la base éducative, sportive et de loisirs, déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement par la communauté d'agglomération de Montélimar, réceptionné le 25 août 2017 et enregistré sous le n° 26-2017-00154 ;

Vu l'avis de l'Agence Française pour la Biodiversité en date du 19 septembre 2017 ;

Vu le projet d'arrêté préfectorale transmis le 02 octobre 2017 au déclarant ;

Vu l'avis du déclarant en date du 3 octobre 2017 ;

Considérant que le projet a pris en compte l'ensemble des enjeux environnementaux présents à proximité du projet ;

Considérant que les aménagements projetés, dont notamment la mise en place de dalles béton dans le fond du plan d'eau, n'engendrent pas de destruction d'habitats nécessaires à la bonne réalisation du cycle biologique de l'ichtyofaune ;

Considérant que les travaux sont réalisés dans des périodes de faible pluviosité et dans une période permettant de limiter les impacts sur la faune ;

Considérant que les mesures d'accompagnement mises en place auront à terme un effet bénéfique pour l'ensemble des groupes d'espèces présents sur le site ;

Considérant que l'exécution de l'ensemble des mesures figurant dans le présent arrêté sont suffisantes pour garantir les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes ;

## ARRÊTE

### Titre I : OBJET DE LA DECLARATION

#### Article 1 : Objet de la déclaration

Il est donné acte à la communauté d'agglomération de Montélimar, ci-après dénommée le « permissionnaire », de sa déclaration en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions et mesures d'accompagnements énoncées aux articles suivants, concernant la requalification de la base éducative, sportive et de loisirs de Montélimar.

<i>Rubrique</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Procédure</i>
3.3.1.0.	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D).	<i>Déclaration</i>
3.2.3.0	3.2.3.0. Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ; 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D)	<i>Régularisation administrative du plan d'eau et modification du plan d'eau (intégrée à la déclaration)</i>

#### Article 2 : Description sommaire du projet

L'objectif du projet est de restaurer la base de loisirs de Montélimar afin d'en augmenter l'attrait pour les riverains sur les plans ludique et sportif tout en améliorant son potentiel en termes de biodiversité.

Les aménagements, décrits en annexe 1, sont : la réalisation d'un sentier cyclable sur toute la périphérie du plan d'eau, la remise en état des terrains de sport, la création d'une aire de triathlon et d'une zone de baignade artificialisée, la création de roselières et de mares et l'interdiction de l'accès aux véhicules motorisés dans l'enceinte du site (hormis pour les besoins d'entretien et de secours).

## **Titre II : PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES**

### **Article 3 : Mesures préalables aux travaux**

Afin d'éviter l'accès au chantier aux espèces peu mobiles (ex : amphibiens), l'ensemble des blocs rocheux présents sur le site sont enlevés de la zone de travaux. Cette opération est réalisée avant le 1<sup>er</sup> décembre.

Les zones à protéger sont identifiées et protégées avant le début de la phase préparatoire du chantier et jusqu'à la fin des travaux. Les milieux fragiles et/ou à enjeux (zones et prairies humides, ripisylve, arbres) sont mis en défens à l'aide de marquage fort (type grillage plastifié). La description et la cartographie des espaces à protéger qui complètent la cartographie de l'annexe 2 sont transmises au service police de l'eau de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes 15 jours avant le démarrage des travaux, à l'adresse suivante : [peh.ehn.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr](mailto:peh.ehn.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr).

Avant la période de reproduction et au plus tard le 15 janvier, un système de barrière imperméable (filets à petites mailles posés en pied de clôtures rigides ou membranes lisses posées sur clôtures) aux amphibiens est installé comme décrit sur le plan en annexe 3. Les conditions suivantes sont respectées :

- Les filets et membranes sont obligatoirement enterrés dans le sol et disposent d'une hauteur hors sol de 40 cm minimum ;
- Les filets et membranes disposent de revers limitant les possibilités de remonter le long des barrières ;
- Les clôtures sont convenablement jointes les unes aux autres ;
- Des portails étanches (sur une hauteur minimale de 50 cm) sont mis en place pour la circulation des engins. La nuit, ces portails sont obligatoirement fermés.

Des recherches d'individus d'espèces protégées susceptibles d'être présents dans les emprises travaux sont effectuées en période de travaux, et notamment en période hivernale. Les potentielles espèces présentes sont capturées et déplacées en dehors des emprises travaux.

Les mesures préalables aux travaux décrites ci-avant sont mises en œuvre sous le contrôle d'un écologue chargé du suivi du projet.

Le permissionnaire prend les dispositions nécessaires pour éviter la prolifération des espèces invasives. Avant leur arrivée sur site, les engins de travaux et de transport (roues, jantes, bas de caisse) sont nettoyés à l'aide de matériels sous pression adaptés.

Un plan de prévention des risques de pollution est établi et transmis au service de police de l'eau de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes 15 jours avant le démarrage des travaux. Ce plan comprend un volet « mesures préventives » décrivant l'ensemble des mesures à mettre en place pour éviter toute pollution (chronique ou accidentelle) et un volet « mesures curatives » détaillant les procédures à suivre en cas d'accident de pollution (alerte des secours, moyens de lutte contre la pollution, etc.).

Le permissionnaire informe le service en charge de la police de l'eau de la date de début des travaux au plus tard 15 jours avant leur démarrage.

## **Article 4 : Mesures en phase travaux**

### **Article 4.1 : Période des travaux**

La période de travaux est adaptée selon les sensibilités environnementales du site. Ainsi, afin de réduire au maximum les impacts sur les espèces protégées et afin de respecter la période de reproduction des espèces aviaires migratrices et nicheuses présentes sur le couloir rhodanien, les travaux lourds (décapage du sol, terrassement, réseaux, voiries) ne peuvent être démarrés qu'entre le 15 septembre au 1<sup>er</sup> mars.

### **Article 4.2 : Mesures de précaution concernant le chantier en milieu aquatique et prévention des pollutions**

Les travaux sont réalisés de façon à ne pas nuire à l'environnement et aux milieux aquatiques.

En particulier :

- afin d'intervenir rapidement en cas de pollution accidentelle, des dispositifs de dépollution sont mis à disposition à proximité du chantier ;
- les pelles hydrauliques utilisent de l'huile biodégradable ;
- tout matériau polluant mis en évidence à l'occasion des travaux est immédiatement extrait du site du chantier pour être acheminé vers une filière agréée conformément à la réglementation en vigueur.

La base de vie du chantier est située sur le parking à l'entrée du site. Cette zone est utilisée pour :

- stocker les matériaux avant leur utilisation sur le chantier ;
- stocker les produits à risques et susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux en bacs de rétention imperméables ;
- remplir les réservoirs d'essences ;
- la manipulation de produits polluants ;
- le stationnement des engins de chantier la nuit ;
- le stationnement des véhicules légers des intervenants.

Des bacs de rétention sont prévus pour chaque cuve de carburant.

Le décapage des terres végétales est effectué juste avant le terrassement et est limité à la stricte emprise du chantier.

Un arrachage manuel de la Jussie est effectué. Les plants arrachés sont évacués dans une filière de traitement adaptée.

Dès la fin des travaux, les sols nus sont ensemencés densément à l'aide d'un mélange de graines favorables au cortège d'espèces locales.

### **Article 4.3 : Réalisation de l'aire de baignade et de l'aire de départ de triathlon**

La mise en place des dalles s'effectue hors d'eau au moyen d'une digue provisoire aménagée pour isoler le secteur des travaux. Une pêche de sauvegarde des poissons éventuellement piégés aux abords est effectuée. Les poissons ainsi capturés sont relâchés dans le plan d'eau.

Durant la réalisation de la digue et la mise à sec du secteur de travaux, un barrage souple anti-MES (Matières En Suspension), immergée sur une hauteur d'au moins 1,5 mètres, est mis en place pour isoler la zone.

Les eaux souillées résiduelles générées lors de la mise en œuvre du béton ne pourront être remises dans le milieu naturel sans avoir subi un traitement approprié.

#### **Article 4.4 : Suivi de la réalisation des travaux**

Un suivi régulier du chantier par un écologue est réalisé conformément au dossier déposé. Un compte rendu est transmis mensuellement au service en charge de la police de l'eau de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes. Il comprend une description des étapes réalisées lors des visites et rend compte de la mise en œuvre des mesures de réduction, compensation et d'accompagnement des impacts.

#### **Article 5 : Mesures de compensation et d'accompagnement**

Des zones favorables aux espèces inféodées aux zones humides sont créées en bordure du plan d'eau sous forme de roselières. Les remblais nécessaires à la réalisation des roselières sont entièrement situés en dessous du niveau de l'eau. En fin de travaux, la profondeur au niveau des roselières se situe entre 20 et 40 cm de fond pour ne pas réduire le volume disponible nécessaire au champ d'expansion de crues.

Les terrassements sont réalisés « à l'avancé » et un barrage souple anti-MES (Matières En Suspension), immergée sur une hauteur d'au moins 1,5 mètres, est mis en place pour isoler la zone pendant la réalisation des terrassements. Les zones de restauration sont ensemencées de phragmites à raison de 3 à 4 rhizomes par mètre carré (nattes pré-cultivées ou plantation à la main) pour garantir une reprise rapide des végétaux et limiter le risque de développement d'espèces invasives.

Ainsi trois zones de roselière sont créées :

- la zone 1 d'environ 2100m<sup>2</sup> dite « roselière du Rhône », qui crée une continuité avec les zones humides du Rhône et le plan d'eau. Elle est située dans la partie sud-ouest du plan d'eau. Elle est constituée de deux bandes séparées pour conserver le point de vue paysagé du banc sur l'île (annexe 4).
- la zone 2 d'environ 7200 m<sup>2</sup> dite « roselière pédagogique ». Située à l'entrée du site, elle permet la sensibilisation du grand public et des scolaires sur ce milieu fragile. Une zone plus profonde est créée au centre de la roselière. Celle-ci est entretenue régulièrement pour éviter qu'elle ne se comble (annexe 5).
- La zone 3 d'environ 4500 m<sup>2</sup> dite « roselière écologique ». Un houpplier est disposé dans la roselière afin de créer un perchoir pour les espèces d'oiseaux pêcheuses (martin pêcheur, héron, etc. - annexe 6).

Au nord-est du site, un complexe de trois mares est créé. Ces mares, d'une superficie respective de l'ordre de 20, 20 et 35 m<sup>2</sup> pour une profondeur d'environ 80 cm, permettent la création d'habitat pour les espèces piscifuges (crapaud calamite, etc). La forme circulaire est évitée. Les mares sont imperméabilisées à l'aide de 50 cm d'argile. Les berges ont une pente de 2 pour 1 sur 75 % de leur linéaire et plus abrupte 1 pour 1 sur le linéaire restant (annexe 7).

#### **Article 6 : Gestion des mesures de compensation et d'accompagnement**

Une notice de gestion écologique est établie par un écologue afin d'accompagner les services techniques dans leurs interventions courantes : fauche différenciée sur les espaces fortement fréquentés, mise en fauche tardive sur le reste du site, gestion des espèces

invasives, renforcement de l'intérêt écologique des boisements, des ripisylves en appliquant le principe de non intervention, lutte mécanique contre la Jussie, entretien et surveillance de l'évolution des milieux humides créés pour conserver leur fonctionnalité, mise en place d'une réflexion pour une valorisation pédagogique du site.

La notice élaborée pour 10 ans est transmise au service en charge de la police de l'eau dans un délai d'un an à compter de la fin des travaux.

Des suivis spécifiques sont réalisés :

- Suivi de la Truxale méditerranéenne : deux campagnes de suivi sont réalisées, la première un an après la fin des travaux, la seconde trois ans après la fin des travaux. Chaque campagne comprend deux passages en été par un entomologiste aux périodes favorables (début à fin d'été). Un rapport indiquant la répartition de l'espèce sur le site, analysant le mode de gestion mis en œuvre et formulant des recommandations si nécessaires est produit et transmis au service en charge de la police de l'eau 6 mois au plus après la fin de chaque campagne.
- Suivi de la population de Crapaud calamite : deux campagnes de suivi sont réalisées, la première un an après la fin des travaux, la seconde trois ans après la fin des travaux. Chaque campagne comprend deux passages d'un herpétologue en période de reproduction (fin d'hiver et début de printemps). Un rapport indiquant la répartition de la population, les zones de reproduction avérées ou possibles et émettant des recommandations si nécessaires est produit et transmis au service en charge de la police de l'eau 6 mois au plus après la fin de chaque campagne.
- Suivi de la reprise de la végétation dans les secteurs renaturés : un an après la fin des travaux, un passage au printemps et un passage en été sont réalisés par un botaniste pour faire un relevé floristique des zones revégétalisées et relever la présence éventuelle d'espèces invasives. Un rapport présentant les milieux recréés, leur évolution et les actions à entreprendre est produit et transmis au service en charge de la police de l'eau 6 mois au plus après le dernier passage.

### **Article 7 : entretien des plages**

Un dragage est réalisé en fonction du taux d'envasement à une fréquence biennale. L'opération est réalisée à l'aide d'une drague aspiratrice dont l'exutoire est situé dans le plan d'eau. Avant cette opération, le permissionnaire doit s'assurer que la qualité des sédiments dragués permette leur remise au plan d'eau notamment au regard de :

- leur contamination en métaux et hydrocarbures visés à l'arrêté du 9 août 2006 ;
- leur contamination en PCB comme décrit dans les recommandations du bassin Rhône-Méditerranée relatives aux travaux et opérations impliquant des sédiments aquatiques potentiellement contaminés (seuils de 10µg/kg et de 60 µg/kg).

Un protocole de suivi de la qualité de l'eau (turbidité et oxygéné dissous) est mis en place sur le site de dragage et le site de restitution.

Ce protocole, accompagné des résultats des analyses sur les sédiments, est transmis à la DREAL pour validation au moins 1 mois avant la date prévisionnelle de travaux.

## **Titre III – DISPOSITIONS GENERALES**

### **Article 8: Conformité au dossier et modifications**

Les installations, objet du présent arrêté, sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande de déclaration non contrares aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

#### **Article 9: Déclaration des incidents ou accidents**

Le permissionnaire est tenu de déclarer au préfet, dès qu'il en a connaissance, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

#### **Article 10: Accès aux installations**

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités objet de la présente déclaration, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

#### **Article 11 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 12 : Autres réglementations**

La présente décision ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

#### **Article 13 : Publication et information des tiers**

Une copie de cet arrêté sera transmise à la mairie de la commune de Montélimar, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Drôme durant une durée d'au moins 6 mois.

#### **Article 14 : Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L.214-10 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative (tribunal administratif de Grenoble) dans les conditions prévues à l'article R.514-3-1 du même code.

#### **Article 17 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le maire de la commune de Montélimar, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes, le chef du service départemental de la Drôme de l'agence française pour la biodiversité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le 16 OCT. 2017

Le Préfet

Eric SPITZ

## Annexes

### Annexe 1 : Plan général de la base de loisirs



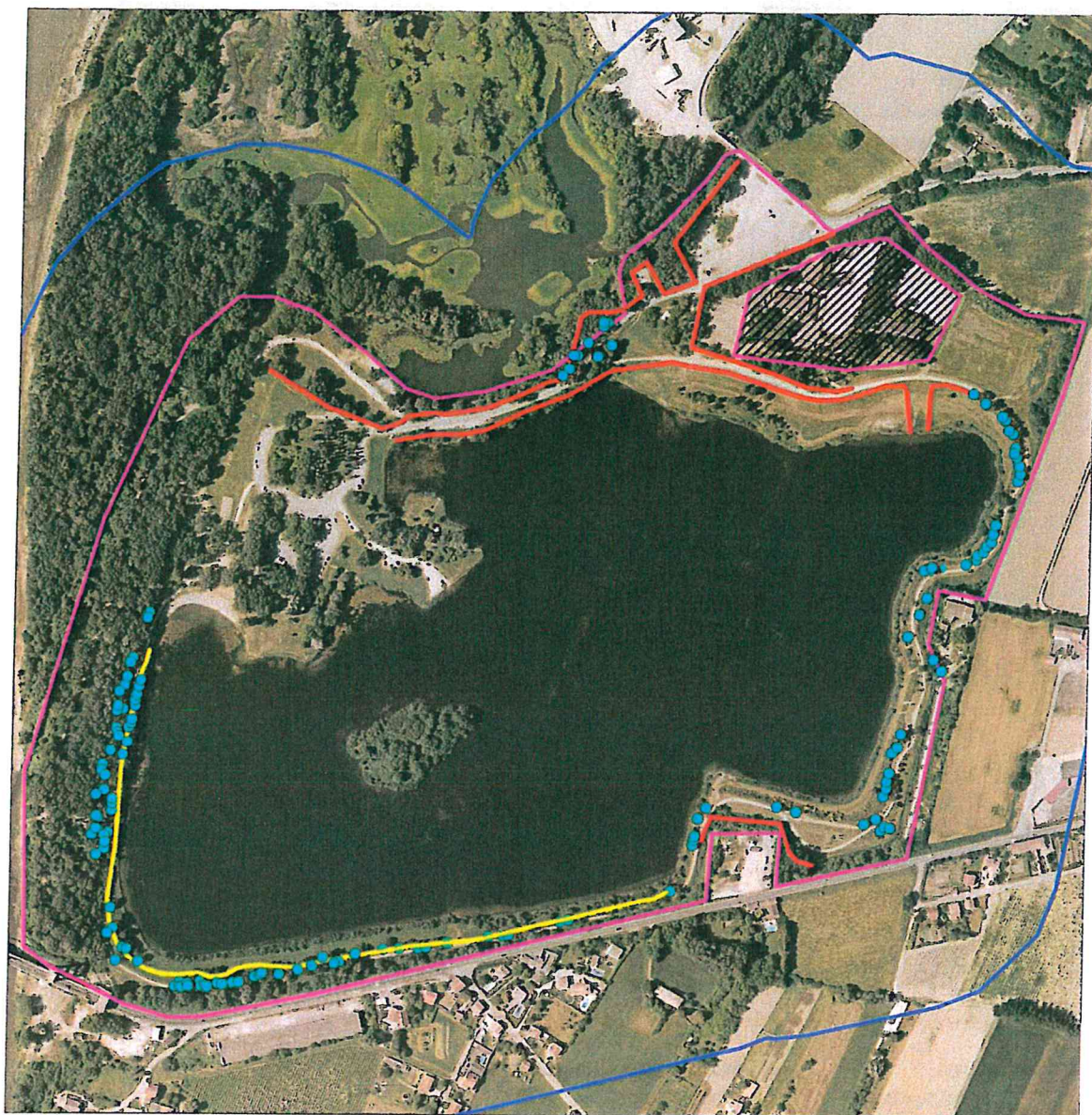
- ① entrée principale du site
- ② entrée secondaire
- ③ base de loisirs
- ④ plage de baignade
- ⑤ circuit sportif : vélos/course à pied
- ⑥ base de triathlon
- ⑦ centre équestre

## Annexe 2 : Description des mesures de mise en défens des milieux sensibles






### INTÉGRATION D'ENJEUX ÉCOLOGIQUES DANS LE CADRE DE L'AMÉNAGEMENT DE LA BASE DE LOISIR DE MONTÉLIMAR

MRO2 : MISE EN DÉFENS DES SECTEURS ÉCOLOGIQUES SENSIBLES






Légende

#### Zones d'étude

-  Zone d'étude immédiate
-  Secteur hors zone
-  Zone d'étude rapprochée

#### Type de mise en défens

-  Protection des arbres (troncs)
-  Grillage de chantier orange
-  Piquetage

Echelle : 1/5 500  
0 m 55 m 110 m

Source : ECOTER - Montélimar Agglomération  
Date de réalisation : mai 2017  
Expert : C. BAYLE - ECOTER  
Fond et Licence : IGN BDORTHO

### Annexe 3 : Description des mesures de mise en défens amphibien



#### Légende

##### Zones d'études

- Zone d'étude immédiate
- Secteur hors zone
- Zone d'étude rapprochée

##### Elements principaux de la mise en défens

- Portail imperméable
- Barrière
- Enlèvement des blocs et caches attractives

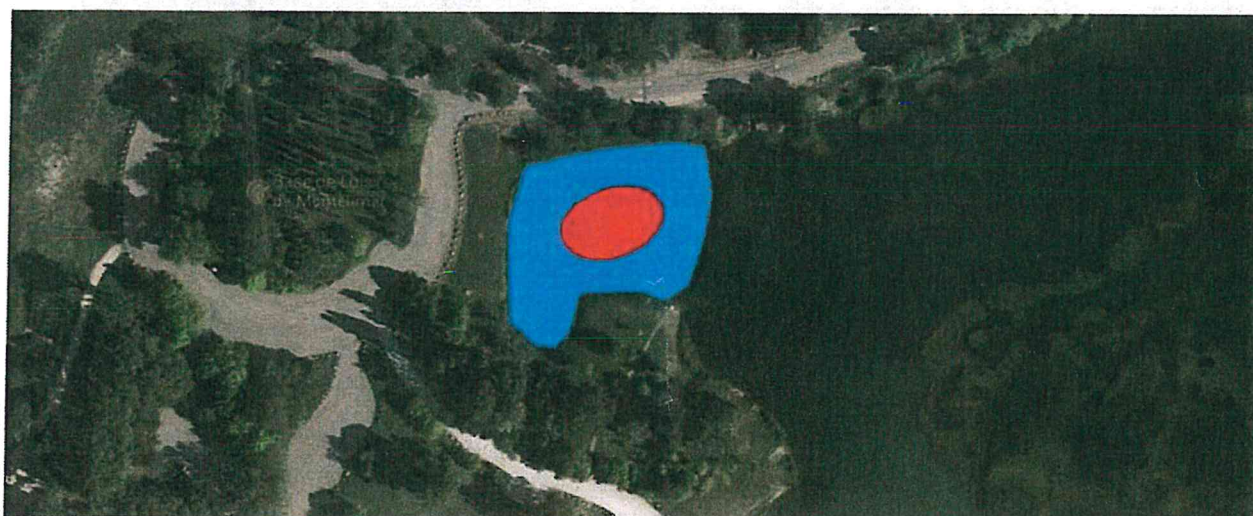
Echelle 1/5 500  
0 m 55 m 110 m

Source : ECOTER - Montigny Agglomération  
Date de réalisation : mai 2017  
Expert : P. BÉGIN - ECOTER  
Fond et Licence : IGN EDORTHO

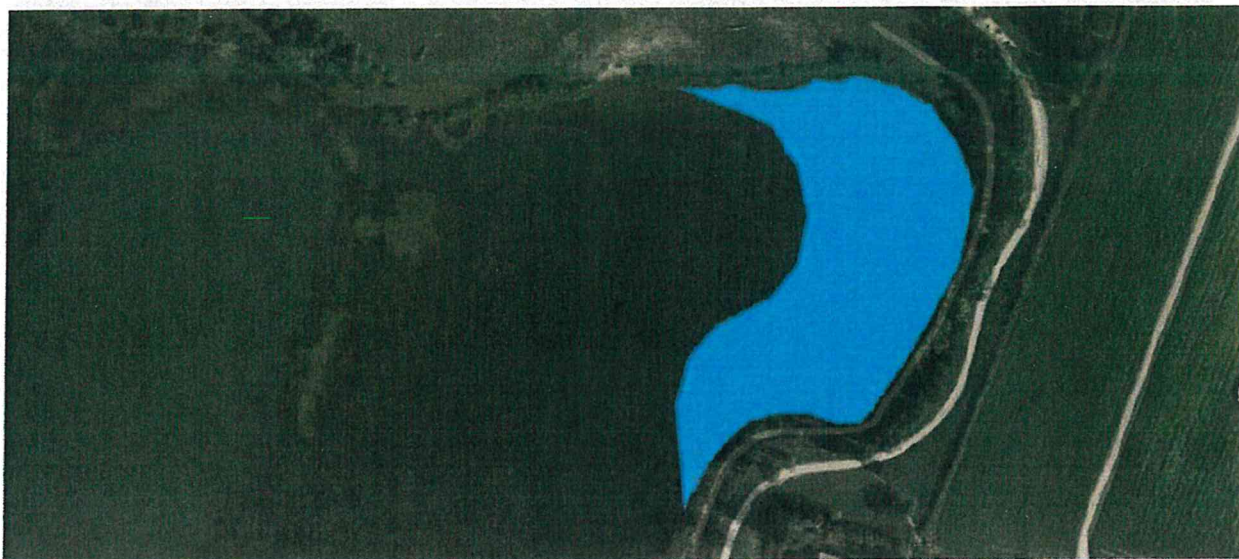
Annexe 4 : emplacement de la mesure « Zone humide » n°1



Annexe 5 : emplacement de la mesure « Zone humide » n°2



Annexe 6 : emplacement de la mesure « Zone humide » n°3



Annexe 7 : emplacement de la mesure « Mares »

